

Admission en 4e année - Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE DISSERTATION

À PARTIR D'UN DOSSIER THÉMATISÉ

MAJEURE CARRIÈRES PUBLIQUES

4 heures

Coefficient 2

7 pages

Nature de l'épreuve :

Une **dissertation à partir d'un dossier thématisé** en fonction de la "majeure" choisie lors de l'inscription aux épreuves. [Durée : 4h00 | Coef. 2]. On attend du candidat une compréhension du ou des documents, une réflexion organisée et argumentée sans exclure l'apport de connaissances extérieures au dossier. Il ne s'agit ni d'un résumé, ni d'un commentaire de documents, ni d'une note de synthèse, mais d'une dissertation à partir de documents.

Sujet à traiter : Quel rôle pour l'Etat et les collectivités territoriales face aux défis environnementaux ?**Composition du dossier :**

Document 1 : Jacques Ellul, Le système technicien. Calmann-Lévy, 1977
Extrait du chapitre IV, Le problème de l'accélération. P 312-313

Document 2 : « Torrey Canyon » - Chanson - Serge Gainsbourg – 1967

Document 3 : « La crise écologique va changer la donne » par Guillaume Duval, dans La société française Alternatives économiques Hors-série numéro 89 3ième trimestre 2011.

Document 4 : « La France invitée à muscler sa politique de l'environnement » La Croix, par Alban de Montigny, le 11/07/2016

Document 5 : Dessins : Deligne 2015, Xavier Gorce 2010

Tout le monde sait que le rapport Meadows (Club de Rome, M.I.T., etc.) a posé durement (même si la méthode scientifique peut être contestée, si les conclusions ne sont pas aussi évidentes qu'on ne le croirait!) la question des limites de la croissance technique : existe-t-il des limites physiques à la poursuite de l'expansion démographique et de l'expansion industrielle au rythme constaté depuis vingt ans? On connaît la réponse. La surface de terre susceptible d'être cultivée est limitée, l'expansion de production vivrière est liée aux disponibilités en ressources non renouvelables, et l'on calcule que les réserves ne sont pas considérables. Même si les ressources naturelles ne sont pas épuisées, elles auront atteint dans un demi-siècle des prix prohibitifs, la croissance technique s'accompagne d'une croissance de pollution qui rendra le développement impossible (...): l'humanité risque bientôt de manquer de source d'énergie. Les réserves de pétrole ne sont pas inépuisables. Avant trente ans, il faudra choisir entre le retour généralisé au charbon ou le recours massif à l'énergie nucléaire malgré les dangers... Pour toutes ces raisons, et bien d'autres que l'on connaît, Meadows propose donc la croissance zéro, le passage de l'état de croissance à l'état d'équilibre où le problème ne sera plus de développer la production mais de distribuer correctement ce qui est produit. Le problème qui se pose dans la perspective de ce chapitre est alors le suivant (...) : va-t-on assister à un blocage volontaire, présidé par l'homme lui-même (hypothèse Meadows) à un blocage catastrophique, involontaire, provenant d'un effondrement (hypothèse Vacca) ou bien à un freinage progressif, donc à un ralentissement du progrès technique. Ce qui serait la réponse la plus satisfaisante, mais je suis obligé de constater qu'elle n'est envisagée par presque personne. On ne voit pas en fait comment, étant donné le système de progression causale de la Technique, se produirait ce freinage progressif. En réalité je ne crois personnellement à aucune de ces trois hypothèses mais à l'accroissement des déséquilibres et des dysfonctions à l'intérieur du système qui entraînera non pas un freinage mais un désordre par absence de feed-back qui peut produire une décélération de l'ensemble du système.

Jacques Ellul, *Le système technique*. Calmann-Lévy, 1977
Extrait du chapitre IV, Le problème de l'accélération. P 312-313

« Torrey Canyon »

Chanson - Serge Gainsbourg – 1967

dans l'album *Initials B.B.* sorti en 1968

<http://paroles2chansons.lemonde.fr/paroles-serge-gainsbourg/paroles-torrey-canyon.html>

Je suis né
Dans les chantiers japonais,
En vérité, j'appartiens
Aux Américains
Une filiale
D'une compagnie navale
Dont j'ai oublié l'adresse
À Los Angeles

Cent vingt mill' tonn's de pétrol' brut,
Cent vingt mill' tonn's
Dans le Torrey Canyon

Aux Bermudes
À trent' degrés de latitud'
Se tient la Barracuda
Tankers Corporation
Son patron
M'a donné en location
À l'Union Oil Company
De Californie

Cent vingt mill' tonn's de pétrol' brut,
Cent vingt mill' tonn's
Dans le Torrey Canyon

Si je bats Pavillon du Liberia
Le cap'tain et les marins
Sont tous italiens
Le mazout,
Dont on m'a rempli les soutes,
C'est celui du Consortium
British Petroleum

Cent vingt mill' tonn's espèc' de brut's,
Cent vingt mill' tonn's
Dans le Torrey Canyon

(...)

L'ampleur des problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés et le temps restreint qu'il nous reste pour éviter l'irréversible risque de reposer la question de la démocratie. La capacité de la démocratie parlementaire telle que nous la connaissons en Occident à faire face efficacement à ce genre de défi n'apparaît en effet pas évidente. La plupart des mesures à prendre ont un caractère d'investissement : elles sont coûteuses dans l'immédiat en termes de dépenses publiques supplémentaires (au détriment d'autres priorités) et/ou de prélèvements nouveaux qui pèsent sur le niveau de vie des ménages, et elles ne rapporteront que bien plus tard, lorsque l'espèce humaine aura (peut-être) été sauvée du désastre. Or, dans un système politique où les dirigeants sont soumis à de fréquentes échéances électorales, de telles mesures sont très difficiles à prendre, car elles sont inévitablement impopulaires dans un premier temps. D'où un risque structurel qu'elles ne soient pas prises ou, au mieux, toujours sur le mode du « trop peu, trop tard ».

Une solution pourrait consister à construire un consensus entre les principales forces démocratiques pour sortir ces questions du champ de la concurrence politique de court terme. Mais ce genre d'accord est toujours très problématique et instable. Pour ne rien arranger, dans le jeu des forces qui pèsent inévitablement sur les décideurs politiques, le lobby des acteurs en place qui n'ont pas intérêt au changement est structurellement plus puissant que celui des acteurs émergents qui pourraient être gagnants dans le futur en cas de conversion écologique de l'économie. On le mesure, par exemple, dans le choc très inégal entre le lobby des majors du pétrole et celui des nouveaux acteurs des énergies renouvelables. Ceux qui profitent des modes de production et de consommation actuels sont aussi en général très concentrés, comme dans le cas de l'agrochimie, par exemple, alors que les inconvénients qu'engendrent ces modes de production et de consommation sont généralement plus diffus : chacun d'entre nous absorbe sa dose de pesticides, mais le lien avec les troubles de santé que nous subissons est très compliqué à établir. Du coup, les lobbies des victimes ont plus de mal à se constituer et à se faire entendre que ceux des défenseurs du statu quo. A quoi s'ajoutent (...) les effets redistributifs majeurs de la conversion écologique des économies qui, eux aussi, contribuent potentiellement à en paralyser la mise en œuvre dans un cadre démocratique.

Toutes ces difficultés structurelles freinent, voire risquent d'empêcher, l'engagement en temps et en heure d'une telle conversion écologique.

(...)

« La crise écologique va changer la donne »

par Guillaume Duval, dans *La société française Alternatives économiques* Hors-série numéro 89 3^{ème} trimestre 2011.

« La France invitée à muscler sa politique de l'environnement »

La Croix, par Alban de Montigny, le 11/07/2016

(...)

Pour la troisième fois depuis 1997, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dresse le bilan de l'état environnemental de la France. Dans un rapport, présenté le lundi 11 juillet, l'organisation fixe des objectifs et fait 33 recommandations pour développer la croissance verte. Elle salue tout d'abord les efforts accomplis, à commencer par le Grenelle de l'environnement en 2007. Une dynamique qui s'est poursuivie après 2012. *« La France a mené une politique volontaire et ambitieuse en matière d'environnement, marquée en 2015 par la loi de transition énergétique et l'accord de Paris à la COP21, et en 2016 par le projet de loi sur la biodiversité. Le grand défi est maintenant de tenir ses engagements »*, déclare en préambule du texte, Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

Car si la France est l'un des pays de l'OCDE qui émet le moins de carbone, elle figure parmi les dix pays abritant le plus grand nombre d'espèces menacées au monde.

Protéger la biodiversité

Malgré le triplement des budgets liés à la préservation de la biodiversité depuis 2007, la France reste en retard. En métropole, une espèce sur cinq est menacée. En Outre-mer, la situation est critique. À la Réunion ou en Guadeloupe, plus de 30 % des espèces d'oiseaux risquent de disparaître quand elles ne se sont pas déjà éteintes.

L'OCDE soulève également le problème de l'artificialisation des sols, qui *« augmente deux fois plus vite que la population »*. L'organisation déplore l'existence d'aides publiques comme l'aide au foncier qui encourage l'étalement urbain ou les subventions accordées à l'agriculture et à la pêche intensives. L'agriculture française est ainsi encore trop intensive. L'usage des pesticides a augmenté de 29 % entre 2008 et 2014. Le bio ne représente que 4 % de la surface agricole utile.

Optimiser la gouvernance environnementale

L'organisation pointe du doigt le millefeuille territorial qui ralentit la mise en place de politiques écologiques. *« Le système souffre de doublons de compétences entre l'État, ses services déconcentrés et les collectivités locales. »*

Néanmoins, le récent redécoupage territorial va dans le bon sens. Les auteurs du rapport, dénoncent également un manque de consultation de la population. Sur des grands projets, les autorités demandent l'avis des habitants trop tardivement.

Vers une croissance verte

En termes de fiscalité, des progrès restent à faire. Les taxes environnementales représentent seulement 2 % de l'ensemble des impôts. Si les émissions de CO₂ sont taxées, trop de dérogations limitent l'efficacité d'une telle mesure.

Le diesel, dont le rôle dans la pollution de l'air est aujourd'hui connu, reste favorisé par une fiscalité avantageuse, regrette l'OCDE. Ainsi, 62 % des voitures particulières roulent au diesel contre 35 % en 2000.

Concernant la gestion des déchets, *« le principe pollueur-payeur n'est pas suffisamment appliqué : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'est pas liée au coût du service rendu et les entreprises contribuent peu au financement du service »*. (...)

Développer les énergies renouvelables

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie s'élève à 14,6 %. L'objectif de 23 % fixé pour 2020 sera difficile à atteindre selon les auteurs du rapport.

Le nucléaire devra également être réduit. Aujourd'hui, 46 % de l'énergie produite est d'origine nucléaire. Pour l'organisation, *« l'instabilité des mesures de soutien, combinée à la complexité des autorisations administratives, a freiné le développement des énergies renouvelables »*.



Deligne 2015



Xavier Gorce 2010

Admission en 4e année - Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE DISSERTATION

À PARTIR D'UN DOSSIER THÉMATISÉ

MAJEURE MANAGEMENT DE PROJETS ET ORGANISATIONS

4 heures

Coefficient 2

6 pages – 4 documents

Modalités de l'épreuve

Une *dissertation à partir d'un dossier thématisé* en fonction de la "majeure" choisie lors de l'inscription aux épreuves. [Durée : 4h00 | Coef. 2]. On attend du candidat une compréhension du ou des documents, une réflexion organisée et argumentée sans exclure l'apport de connaissances extérieures au dossier. Il ne s'agit ni d'un résumé, ni d'un commentaire de documents, ni d'une note de synthèse, mais d'une dissertation à partir de documents.

Le but premier de cette épreuve est de tester les qualités d'écriture et l'ouverture d'esprit des candidats (le sujet porte sur l'actualité de la majeure). Il ne s'agit pas d'une épreuve technique.

Sujet de la dissertation :

Innover

Doc 1- La Culture, levier du développement économique et social des territoires

Source : Observatoire régional de l'ESS Île de France – 6 novembre 2013 ; <http://www.atelier-idf.org/ressources/breves/2013-11-06,culture-levier-developpement-economique-et-social-territoires.htm>

Dans le secteur des arts et de la culture, l'économie sociale et solidaire fait émerger un espace culturel et artistique d'innovations sociales. Il s'agit d'un secteur composé le plus souvent d'entreprises associatives, mais aussi de coopératives (SCOP, SCIC, CAE*) qui œuvrent pour la construction de lieux citoyens, pour l'accès au savoir et à la culture de tous, pour tous et tout au long de la vie. Ces acteurs revendiquent une économie solidaire où l'échange n'est pas forcément lié à une dimension monétaire. Ancrés sur les territoires, ils participent à un développement économique et social endogène. Plus globalement, ils rappellent combien la culture est un enjeu crucial pour une société en profonde mutation. L'économie sociale et solidaire développe le plus souvent ses activités culturelles au travers d'associations de taille modeste dans lesquelles, aux côtés des professionnels, les équipes bénévoles sont fortement mobilisées. On y compte de nombreuses initiatives, hybrides dans leur financement et leurs logiques d'actions, en lien avec le territoire et les populations. De façon singulière en Île-de-France, c'est une économie qui côtoie et alimente les industries culturelles et le secteur du tourisme ainsi que les établissements publics (Scènes nationales, Opéras, musées, bibliothèques, etc.).

*SCOP : Société coopérative et participative / SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif / CAE : Coopérative d'activité et d'emploi

Doc 2 - Les mécènes de l'opéra et du ballet se fédèrent en Europe

MARTINE ROBERT - LES ECHOS | LE 11/05/2016

Fedora réunit les cercles de philanthropes d'une cinquantaine de maisons. L'événement Tous à l'Opéra a une nouvelle fois drainé les foules en fin de semaine dernière dans 90 institutions lyriques européennes.

L'événement Tous à l'Opéra, organisé en fin de semaine dernière, a une nouvelle fois drainé les foules, avec 80.000 spectateurs dans les 25 maisons d'opéra en France, et dix fois plus à l'échelle européenne qui compte au total 90 institutions lyriques. Un succès que ne dément pas l'attrait toujours plus fort de l'opéra et du ballet du côté des mécènes. Fedora réunit ainsi les cercles de philanthropes d'une cinquantaine de maisons d'opéra, de festivals, de compagnies de danse et d'associations d'amis de 14 pays; il y a encore un an, c'était moins d'une vingtaine. « *Notre but est de soutenir l'innovation, en levant des fonds pour de nouvelles créations lyriques et chorégraphiques imaginées par des artistes émergents, dans le cadre de coproductions entre ces maisons* », précise Edilia Gänz, directrice de Fedora.

A Paris, l'Arop, l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, figure parmi les pionniers, avec une liste prestigieuse de généreux donateurs, de grandes entreprises du CAC 40 aux particuliers passionnés. Ce réseau de mécénat décerne deux récompenses par an, le prix Rolf Liebermann pour l'opéra doté de 150.000 euros, et le prix Van Cleef & Arpels pour le ballet (100.000 euros). Grâce à lui, plus de 200 représentations des productions lauréates en 2015 ont eu lieu en Allemagne, Belgique, France, Italie, Suisse et aux Etats-Unis. Elles ont permis notamment à plus de 100.000 enfants d'assister à ces spectacles. C'est Opera Europa, l'association professionnelle des directeurs de 160 opéras et festivals d'art lyrique de 40 pays différents, qui a évalué la trentaine de candidatures reçues.

Motivations multiples

Les motivations des membres de Fedora sont multiples. Pour Gianmarco Monsellato, directeur général de Taj, société d'avocats, « *l'art devrait être une priorité pour chacun, avec une mention spéciale pour l'opéra et le ballet, au coeur de l'identité artistique de l'Europe* », observe-t-il. Edouard de Lamaze, président de Carlara International, note pour sa part que cette fédération de cabinets d'avocats d'affaires « *mène des projets transnationaux, et ce cercle nous aide à développer des relations clients internationales, à leur offrir des expériences riches de sens* ».

Les fondateurs d'Anaxago, une jeune pousse qui connecte investisseurs et jeunes entrepreneurs, se retrouvent eux dans Fedora, car l'institution aide les artistes émergents. Quant à Luc Speisser, président de Landor, il a renforcé la visibilité de l'agence de design en créant le logo et la signalétique de Fedora. Ce qui lui a valu plusieurs prix dans le domaine de l'image de marque.

Fédérer les amateurs d'opéra et de ballet à l'échelle européenne à un moment où les soutiens publics sont en diminution, c'est une nécessité urgente pour la directrice de Fedora. « *Si un opéra est limité dans ses moyens financiers, il se retrouve dans l'obligation de jouer le grand répertoire, ce qui laisse peu de place à l'innovation* », insiste-t-elle. Fedora a d'ailleurs postulé afin de bénéficier de fonds européens. En attendant, pour séduire toujours plus de mécènes individuels ou d'entreprises, Edilia Gänz a sa stratégie : multiplier les avantages et les événements spéciaux que propose Fedora au travers de la cinquantaine de maisons impliquées dans l'institution.

En savoir plus sur http://www.lesechos.fr/11/05/2016/LesEchos/22189-074-ECH_les-mecenes-de-l-opera-et-du-ballet-se-federent-en-europe.htm#d0fsE161fOVFaEyB.99

Doc 3

L'INNOVATION SOCIALE

Définition de l'innovation sociale

L'innovation sociale constitue donc la dimension qui apporte des réponses nouvelles à des besoins sociaux peu ou mal satisfaits.

Selon le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) : "L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, (...). Elles passent par un processus en plusieurs démarches : émergence, expérimentation, diffusion, évaluation."

Trois catégories d'acteurs portent l'innovation sociale

Les entrepreneurs

On parle alors d'innovation sociale entrepreneuriale. En France, le secteur de l'économie sociale et solidaire possède une longue pratique d'innovation sociale.

Le secteur associatif est historiquement le premier laboratoire d'innovations sociales. Par sa proximité et sa connaissance approfondie des populations et des territoires, il est en capacité de détecter les besoins sociaux existants peu ou mal satisfaits ainsi que les nouveaux, et d'y apporter des réponses à travers une démarche d'expérimentation et de modélisation des solutions créées.

Les nouvelles générations d'entrepreneurs sociaux développent eux aussi des innovations sociales afin d'apporter des solutions aux grands défis sociétaux.

Enfin, les entreprises classiques peuvent également développer ce type de projets.

Les citoyens

On parle d'innovation citoyenne, portée par un ou plusieurs citoyens bénévoles s'engageant pour agir et répondre, à leur échelle, aux grands défis sociaux d'aujourd'hui.

Les pouvoirs publics

Il s'agit ici d'innovation sociale dans les politiques publiques, portée par des acteurs publics, notamment des Conseils régionaux qui cherchent à réinterroger la façon dont sont conçues et mises en œuvre leurs politiques publiques, en lançant des expérimentations avec un regard pluridisciplinaire (citoyens, designers de services, urbanistes...).

L'innovation sociale concerne tous les secteurs

Face aux grands enjeux sociétaux qui touchent tous les secteurs, de nombreux projets d'innovation sociale apportent des solutions, à leur échelle.

Source : Avise, Portail du développement de l'Economie Sociale et Solidaire

Doc 4

L'INNOVATION, PLUS QU'UN MOT A LA MODE

Qu'en disent les études ?

En réalité, les mots importent peu. Ce qui est important, ce sont les idées. Selon certaines études, les entreprises doivent sans cesse s'améliorer – oui, innover – pour réussir.

Il y a 25 ans, John Baldwin, éminent chercheur à Statistique Canada, a examiné les différences dans les stratégies des petites et moyennes entreprises les plus prospères. Il en a conclu que les activités liées à l'innovation étaient le facteur de réussite le plus important, devant la gestion, les ressources humaines, le marketing et les finances.

BDC a récemment mené une nouvelle étude sur les facteurs de réussite des entreprises canadiennes. Il était question de trouver ce qui distingue les entreprises qui réussissent mieux de celles qui réussissent moins bien. Les résultats de cette étude sont conformes aux conclusions de Baldwin il y a un quart de siècle : les entreprises les plus florissantes innover plus que les autres et elles innover constamment.

Quels types d'innovation importent le plus ?

Plus précisément, quels types d'innovation importent le plus ? Des résultats significatifs sont ressortis de notre étude. D'abord, les entreprises qui réussissent mieux sont beaucoup plus susceptibles de lancer de nouveaux produits et services sur le marché.

Le tiers des entreprises les plus prospères que nous avons analysées ont indiqué que plus de 20 % de leurs produits et services actuels n'existaient pas il y a cinq ans.

Seulement 12 % d'entre elles n'ont pas commercialisé de nouveaux produits ou services au cours de cette période.

Ensuite, des entreprises qui réussissent mieux, 7 sur 10 ont indiqué qu'elles étaient les premières ou parmi les premières à adopter de nouvelles technologies ; seulement la moitié des entreprises qui réussissent moins bien ont répondu la même chose.

Enfin, interrogées au sujet des innovations précises qu'elles ont mises en œuvre, les entreprises plus prospères ont répondu avoir rendu leurs processus internes plus efficaces, développé de nouveaux produits et services, adapté leur modèle d'affaires (p. ex., mise en place de nouveaux systèmes de facturation) et trouvé de nouveaux canaux de marketing.

BDC Blogue, janvier 2017

Admission en 4e année - Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE DISSERTATION

À PARTIR D'UN DOSSIER THÉMATISÉ

MAJEURE POLITIQUE, SOCIÉTÉ, COMMUNICATION

4 heures

Coefficient 2

12 pages - 8 documents

Nature de l'épreuve :

Une *dissertation à partir d'un dossier thématisé* en fonction de la "majeure" choisie lors de l'inscription aux épreuves. [Durée : 4h00 | Coef. 2]. On attend du candidat une compréhension du ou des documents, une réflexion organisée et argumentée sans exclure l'apport de connaissances extérieures au dossier. Il ne s'agit ni d'un résumé, ni d'un commentaire de documents, ni d'une note de synthèse, mais d'une dissertation à partir de documents.

Sujet de la dissertation :

Les élites ont-elles perdu les peuples ?

Composition du dossier :

Document 1 : Extrait de la première *Catilinaire* de CICERON (63 avant JC).

Document 2 : Extrait de Walter LIPPMAN, *Le public fantôme*, Paris, Demopolis, 2008 (1^{ère} édition américaine 1925).

Document 3 : Extrait du discours d'investiture de Donald TRUMP en date du 20 janvier 2017.

Document 4 : Extrait d'un article de Julia CAGE, « La responsabilité de l'entre-soi médiatique est immense dans l'avènement du populisme », *Le Monde*, 10 janvier 2017.

Document 5 : Entretien avec Chantal MOUFFE publié par *Le Monde* le 20 avril 2016

Document 6 : Dessin de Marc DUBUISSON extrait de l'ouvrage *Ab Absurdo*, Editions Lapin, octobre 2016, et publié le 13 janvier 2017 sur la page Facebook de l'auteur *En attendant la fin du monde*, accompagné du texte « De source sûre ».

Document 7 : Iconographie « Nous sommes les 99 % » (affiche de rue, 2010).

Document 8 : Extraits de Vilfredo PARETO, *Traité de sociologie générale*, Paris, Librairie, 1917 (1^{ère} édition italienne, 1916).

Document 1 :

Première *Catilinaire* de Cicéron (63 avant JC)
(Traduction de J. Thibault)

« I. Jusques à quand abuseras-tu de notre patience, Catilina ? Combien de temps encore serons-nous ainsi le jouet de ta fureur ? Où s'arrêteront les emportements de cette audace effrénée ? Ni la garde qui veille la nuit sur le mont Palatin, ni les postes répandus dans la ville, ni l'effroi du peuple, ni le concours de tous les bons citoyens, ni le choix, pour la réunion du sénat, de ce lieu le plus sûr de tous, ni les regards ni le visage de ceux qui t'entourent, rien ne te déconcerte ? Tu ne sens pas que tes projets sont dévoilés ? Tu ne vois pas que ta conjuration reste impuissante, dès que nous en avons tous le secret ? Penses-tu qu'un seul de nous ignore ce que tu as fait la nuit dernière et la nuit précédente, où tu es allé, quels hommes tu as réunis, quelles résolutions tu as prises ?

0 temps ! ô mœurs ! Le sénat connaît tous ces complots, le consul les voit ; et Catilina vit encore. Il vit ? que dis-je ? il vient au sénat ; il prend part aux conseils de la république ; son œil choisit et désigne tous ceux d'entre nous qu'il veut immoler. Et nous, hommes pleins de courage, nous croyons assez faire pour la république, si nous échappons à sa fureur et à ses poignards. Il y a longtemps, Catilina, que le consul aurait dû t'envoyer à la mort, et faire tomber sur ta tête le coup fatal dont tu menaces les nôtres. (...) ».

Contexte du document 1 : La conjuration de Catilina est un complot qui vise la prise du pouvoir de Rome en 63 av. J.C. ; le principal chef de ce complot est le sénateur Lucius Sergius Catilina. En 63 avant J-C, après une première tentative, Catilina essaie à nouveau de prendre le pouvoir légalement ; il se présente à l'élection au consulat mais il échoue à trois reprises. Il décide donc de prendre le pouvoir par la force et de fonder une conjuration visant à éliminer une partie des politiques et à incendier Rome. Le consul Cicéron apprend la naissance de ce complot et dénonce Catilina au Sénat. Celui-ci quitte Rome pour rejoindre ses compatriotes en Etrurie et trouve la mort en -62 pendant la bataille de Pistoia. Les autres conjurés restés à Rome sont exécutés sur les ordres de Cicéron. Le peuple de Rome lui fait alors un triomphe, mais cela ne l'empêchera pas de partir en exil dans les années suivantes. Cette conjuration est un événement troublant dans la République en crise. Elle nous est connue par les écrits de Cicéron et de Salluste. Lors d'une séance du Sénat convoqué par Cicéron, l'orateur prononce devant le Sénat quatre discours contre Catilina. Ces textes correspondent aux quatre étapes de la conjuration, depuis ses préparatifs, jusqu'à sa répression. Les « Catilinaires » de Cicéron sont considérées comme des modèles d'art oratoire.

Document 2 :

Extrait de Walter LIPPMAN, *Le fantôme public*, Paris, Demopolis, 2008

(1^{ère} édition américaine 1925)

« Le citoyen d'aujourd'hui se sent comme un spectateur sourd assis au dernier rang : il a beau être conscient qu'il devrait prêter attention aux mystères qui se déroulent là-bas sur la scène, il n'arrive pas à rester éveillé. D'une façon ou d'une autre, ce qui se passe le concerne, il le sait bien. Qu'il s'agisse des règles et règlements omniprésents, des impôts à payer chaque année ou des guerres qui surviennent à l'occasion, tout conspire à lui rappeler qu'il est pris de toute part dans le cours des événements.

Et pourtant, comment se convaincre que les affaires publiques sont aussi les siennes ? L'essentiel lui en demeure invisible. Les lieux où tout se passe sont des centres lointains d'où des puissances anonymes tirent les ficelles derrière les grandes scènes publiques. En tant que personne privée, notre citoyen ne sait pas vraiment ce qui s'y fait, ni qui le fait, ni où tout cela le mène. Aucun des journaux qu'il lit ne décrypte ce monde de manière à le lui rendre intelligible ; aucune école ne lui a appris comment se le représenter ; bien souvent, ses idéaux sont en décalage avec lui ; et ce n'est pas d'écouter des discours, d'énoncer des opinions et de voter qui le rendent capable pour autant de tenir les commandes, il s'en aperçoit bien. Il vit dans un monde qu'il ne peut voir, qu'il ne comprend pas et qu'il est incapable de diriger » (pages 51-52).

Document 3 :

Extrait du discours d'investiture de Donald Trump en date du 20 janvier 2017

« (...) La cérémonie d'aujourd'hui cependant a une signification très particulière. Parce qu'aujourd'hui non seulement nous transférons le pouvoir d'une administration à une autre ou d'un parti à un autre, mais nous transférons le pouvoir de la capitale Washington et le donnons à nouveau à vous, le peuple Américain.

Pendant trop longtemps, un petit groupe dans notre capitale a récolté les avantages du gouvernement tandis que le peuple en a assumé le coût. Washington a prospéré mais le peuple n'a pas eu de part de cette richesse.

Les politiciens ont prospéré mais les emplois se sont taris et les usines ont fermé. L'establishment s'est protégé lui-même mais n'a pas protégé les citoyens de notre pays.

Leurs victoires n'ont pas été les vôtres ; leurs triomphes n'ont pas été les vôtres ; et pendant qu'ils festoyaient dans la capitale, il n'y avait guère à célébrer pour les familles démunies dans tout le pays. Tout cela va changer, ici et à partir de maintenant parce que ce moment est le vôtre : il vous appartient. Il appartient à tous ceux réunis ici aujourd'hui et à tous ceux qui regardent à travers l'Amérique.

Cette journée vous appartient. C'est votre célébration. Et cela, les Etats-Unis d'Amérique, c'est votre pays. Ce qui importe vraiment ce n'est pas quel parti contrôle notre gouvernement mais si notre gouvernement est contrôlé par le peuple.

Le jour où le peuple dirige à nouveau la nation

Le 20 janvier 2017 restera dans les mémoires comme le jour où le peuple dirige à nouveau la nation. Les hommes et femmes oubliés de notre pays ne seront plus oubliés. Tout le monde vous écoute maintenant. Vous êtes venus par dizaines de millions faire partie d'un mouvement historique, tel que le monde n'en a jamais vu. Au cœur de ce mouvement, réside une conviction fondamentale : celle qu'une nation existe pour servir ses citoyens (...) » (reproduit dans *Le Parisien*, 21 janvier 2017).

Document 4 :

Extrait d'un article de Julia CAGE, « La responsabilité de l'entre-soi médiatique est immense dans l'avènement du populisme », *Le Monde*, 10 janvier 2017.

« (...) Pourquoi les médias n'ont-ils pas vu venir la victoire de Trump ? En partie parce qu'ils n'en voulaient pas. Les médias nous donnent à lire chaque jour la vision du monde qui est la leur ; l'information n'est pas la représentation exacte de la réalité, mais la construction de la réalité par ceux qui la font. Or, les journalistes voient le monde de là où ils se trouvent, c'est-à-dire beaucoup plus haut socialement et économiquement que l'électeur américain blanc médian qui a voté pour Trump.

Il est loin le temps – les années 1960 aux Etats-Unis – où les journalistes ne décrivaient pas la vie des « vraies gens » mais la vivaient ; où ils se considéraient partie prenante de la classe ouvrière. Où ils ne se seraient jamais félicités en France qu'un Emmanuel Macron aille à la rencontre du « peuple » pour comprendre la réalité de sa vie, mais auraient déploré qu'il ne la connaisse pas déjà. Ce décrochage reflète en partie celui des salaires, et en l'occurrence ceux des éditorialistes qui voudraient faire la pluie et le beau temps sur l'opinion, et se comptent souvent à cinq chiffres.

Méfiance accrue

Cet écart de points de vue, c'est aussi la raison pour laquelle les citoyens ne font plus confiance aux médias. En France, d'après le baromètre 2016 de confiance des Français dans les médias (La Croix/TNS-Sofres), moins de 60 % des citoyens pensent que les choses se passent comme les journaux ou la télévision les racontent, moins de 40 % si l'on regarde Internet. Pourquoi ? Parce que beaucoup pensent que les journalistes ne sont pas indépendants des pressions de l'argent.

Aux Etats-Unis, la confiance dans les médias est d'à peine 20 % ; il n'y a que le Congrès dont les citoyens doutent davantage. Et s'ils s'informent de plus en plus sur Facebook ou d'autres réseaux sociaux, c'est qu'ils font bien plus confiance à leurs amis pour leur donner à lire les événements qui comptent qu'aux médias traditionnels qui, selon eux, leur cachent la réalité (...) ».

Document 5 :

Entretien avec Chantal MOUFFE, *Le Monde*, 20 avril 2016

« Pour la philosophe belge Chantal Mouffe, professeur à l'université de Westminster, c'est le refus du conflit en politique qui explique le recul de la gauche. A force de chercher des voies de consensus, le Parti socialiste, comme plusieurs formations social-démocrates en Europe, en est venu à proposer des politiques de droite et y a perdu son identité. Proche du parti de la gauche radicale Podemos, Chantal Mouffe souhaite un retour à des identités politiques fortes afin de revitaliser le débat démocratique.

Quel regard portez-vous sur la gauche française ?

Elle est dans un état catastrophique. Peut-on encore dire du Parti socialiste qu'il est de gauche, alors que Hollande prône le social-libéralisme ? La situation du PS n'a malgré tout rien d'exceptionnel, il suffit d'examiner l'évolution de la vie politique en Europe pour s'en rendre compte. Partout, on a vu se développer la postpolitique, ce qui ne signifie pas que l'on a dépassé le politique, mais plutôt que l'on est incapable de penser politiquement. Il n'y a plus de conflit entre des projets de société divergents. La démocratie requiert pourtant que de véritables alternatives soient offertes aux citoyens lorsqu'ils vont voter, qu'ils n'aient pas à trancher entre Pepsi-Cola et Coca-Cola. Différentes orientations politiques doivent s'opposer et proposer des programmes différents. Tous les partis sociaux-démocrates ont accepté qu'il n'y avait pas d'alternative à la mondialisation néolibérale, que lorsqu'ils accédaient au pouvoir la seule chose qu'ils pouvaient faire, c'était d'administrer de façon un peu plus humaine cette mondialisation.

L'antagonisme droite-gauche servait traditionnellement à distinguer les deux camps. Mais cette frontière s'est effacée. Différents théoriciens, notamment le sociologue britannique Anthony Giddens et le sociologue allemand Ulrich Beck, ont présenté cette évolution comme un progrès. Il n'y a plus d'adversaire en politique, et cette deuxième modernité nous porte à chercher le consensus au centre. Tony Blair et sa troisième voie ont incarné ce changement ; cet exemple a été suivi par Gerhard Schröder en Allemagne et s'est répandu à travers l'Europe. On l'a vu avec José Luis Rodriguez Zapatero en Espagne, avec le Pasok en Grèce, mais aussi dans les pays scandinaves. Cette absence d'une véritable gauche crée les conditions pour l'émergence du populisme de droite, un autre phénomène désormais présent à travers tout le continent.

Au-delà de ce contexte européen, que pouvez-vous nous dire de plus précis sur le PS ?

La social-démocratie me semble ici en pleine « pasokisation », c'est-à-dire qu'elle est en train de disparaître. Au cours des dernières années, le PS a encaissé défaites sur défaites, alors même qu'il s'était reconstruit grâce à une forte assise locale et municipale. Son affaiblissement est bien plus grave que celui du PSOE espagnol, qui a réussi à conserver certains de ses bastions, notamment en Andalousie. Enfin, le Parti socialiste me semble extrêmement morcelé ; il ne s'est pas remis de l'émergence des « frondeurs ». Je ne vois pas comment ce parti pourrait être revivifié.

Que faire, alors, pour relancer la gauche et enrayer la progression de Marine Le Pen ?

Il faut développer un populisme de gauche. Car la force de Marine Le Pen, c'est d'avoir conscience du rôle des passions, de la nécessité de créer des identifications collectives. La gauche social-démocrate s'en remet à un rationalisme qui est pourtant inefficace. Il ne suffit pas de présenter des arguments rationnels aux gens afin de les convaincre. Lorsqu'on lutte contre une passion, la seule façon de triompher, c'est de développer une passion plus forte. Marine Le Pen cherche à établir des frontières, un « nous » contre « eux », et elle a raison de le faire. Elle le fait cependant de manière profondément problématique, parce que son approche ne contribue pas à étendre la démocratie, mais au contraire à la limiter. Pour Marine Le Pen, cet « eux », ce sont les immigrés ou leurs descendants, ce qui ne peut pas être une politique de gauche. On peut plutôt choisir de désigner par cet « eux » les multinationales.

Un « nous » de gauche doit être capable d'agréger plusieurs luttes différentes, mais des luttes démocratiques, face à différentes formes d'oppression et au nom de valeurs de gauche, comme la justice sociale, l'inclusion, l'égalité. Il faut aussi veiller à développer un projet alternatif au néolibéralisme. Voilà ce que serait un populisme de gauche.

Enfin, il faut créer un mouvement-parti, capable d'établir une synergie entre un parti voué à faire campagne et à gagner des élections et un mouvement social. Il faut s'assurer d'entretenir un rapport fort avec le peuple, entendu de manière très large, en ne se limitant pas aux classes populaires, mais en cherchant à toucher toutes les couches de la société.

L'électorat populaire ne représente-t-il pas l'électorat naturel de la gauche ?

La situation économique a changé. Il n'y a plus une classe ouvrière organisée, avec des syndicats puissants. On peut penser à la gauche qui a représenté les intérêts de cette classe ouvrière. Mais aujourd'hui, les transformations du capitalisme financiarisé menacent également les classes moyennes ; la paupérisation est générale. Les ouvriers ne sont plus les seuls à être soumis à la logique capitaliste. La base sociale pour créer un mouvement s'est élargie, l'époque est donc riche d'opportunités pour la gauche. C'est pourquoi un mouvement comme Podemos ne cherche pas à s'adresser uniquement à l'électorat traditionnellement décrit comme étant de gauche, mais aussi à l'électorat de droite, du parti populaire, parce que s'y trouvent aussi des gens qui souffrent des conséquences des politiques libérales. La frontière droite-gauche traditionnelle ne doit pas être rétablie ; il faut en créer une autre, de manière populiste. C'est une approche que mon mari, le philosophe argentin Ernesto Laclau [1935-2014], a développé dans un livre, *La Raison populiste* [Seuil, 2008]. Il explique que le populisme n'est pas une idéologie, c'est une forme de construction de la politique, c'est la façon d'établir la frontière entre ceux d'en bas et ceux d'en haut, le peuple et l'establishment. Cette distinction, d'abord mise en œuvre en Amérique latine, peut maintenant être employée en Europe, car nos sociétés sont en train de s'oligarquer. Il y a un fossé entre les classes moyennes et les super-riches.

Que vous inspire le mouvement Nuit debout ? Peut-il participer à la reconstruction de la gauche ?

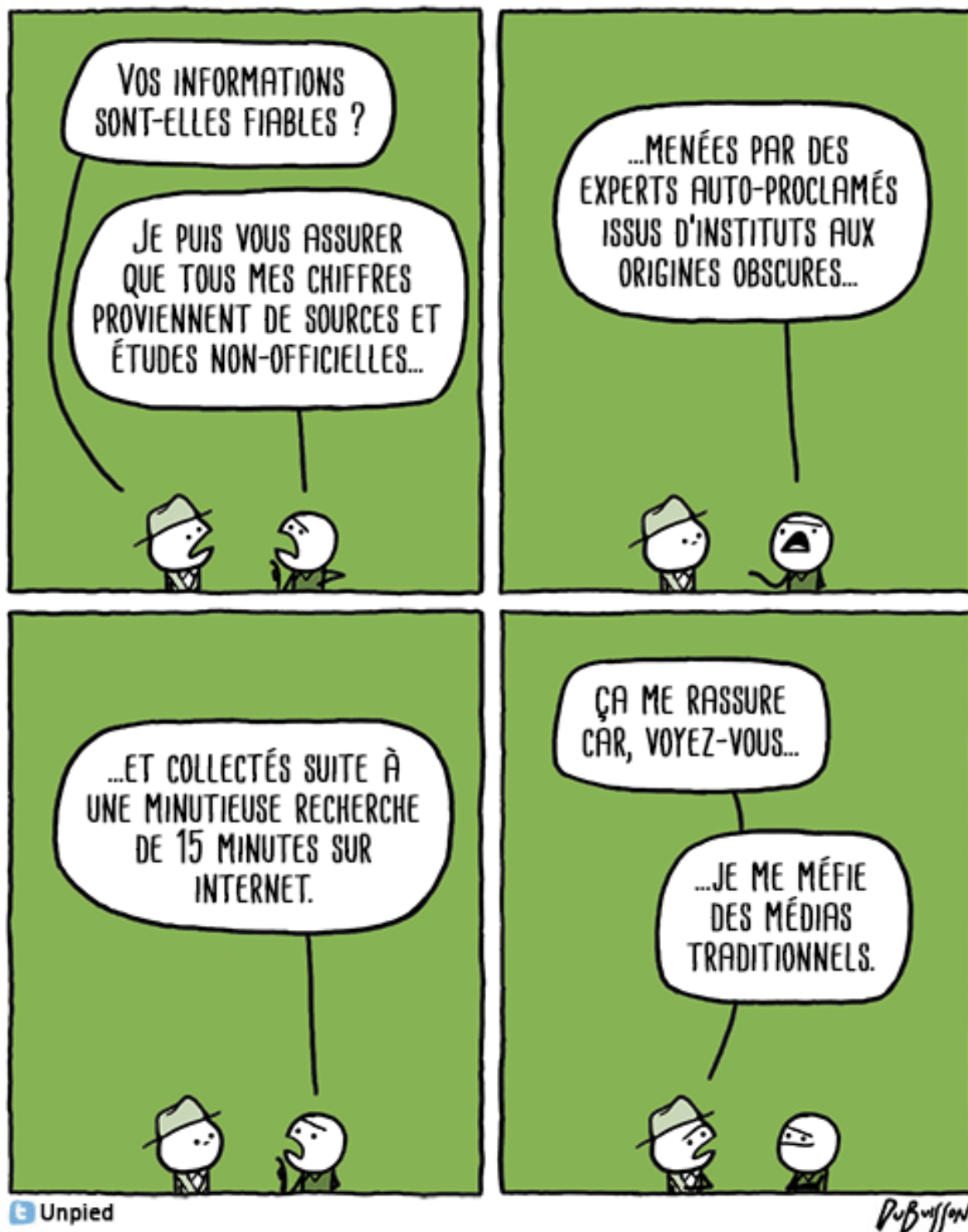
La France n'est pas la première à voir se former ce type de mobilisation. Nuit debout arrive tardivement par rapport aux « indignés » espagnols, par exemple. Ce décalage provient sans doute du fait que les Français avaient encore, il n'y a pas si longtemps, l'espoir que la politique traditionnelle pourrait changer les choses. La droite était au pouvoir, et on se disait que l'alternance allait amener du changement. Evidemment, cela n'a pas été le cas. Très vite, tous les espoirs investis en François Hollande ont été déçus. Il n'a pas fallu attendre un an pour qu'il capitule devant Angela Merkel. Alors qu'on arrive à la fin de son mandat, le ras-le-bol est complet.

Mais si Nuit debout refuse de s'engager dans la lutte électorale dans l'espoir de transformer les institutions, son apport au renouvellement de la gauche risque d'être limité. En Espagne, la mobilisation des « indignés » a duré près de deux ans ; mais parce qu'ils ne voulaient pas participer à la vie politique, lorsqu'il y a eu les élections, le Parti populaire a obtenu la majorité absolue. Après tant d'effervescence, le coup a été dur. Les créateurs de Podemos se sont dit qu'il fallait agir, et ils ont décidé de créer un parti afin de se lancer dans la bataille électorale, mais tout en cherchant à garder le contact avec les citoyens.

On peut donc espérer que Nuit debout participe, comme les « indignés » en Espagne, à la création d'un terrain favorable à l'essor d'un nouveau parti. Du point de vue de la gauche française, Jean-Luc Mélenchon me semble le seul à avoir compris tout cela et le seul à offrir une véritable alternative. Sa volonté de fédérer les « *insoumis* » pourrait séduire Nuit debout. L'avenir n'est pas écrit, mais je remarque que Nuit debout exprime un profond désir de démocratie. Dans cette France où le souvenir des attentats est toujours vif, où les réflexes sécuritaires sont toujours forts, ces rassemblements sont une saine réaction contre une tendance à s'enfermer et au repli.

Document 6 :

Dessin de Marc Dubuisson extrait de l'ouvrage *Ab Absurdo*, Editions Lapin, octobre 2016, et publié le 13 janvier 2017 sur la page Facebook de l'auteur *En attendant la fin du monde*, accompagné du texte « De source sûre ».



Document n°7 :

Iconographie « Nous sommes les 99 % » (affiche de rue, 2010)



Document 8 :

Extraits de Vilfredo PARETO, *Traité de sociologie générale*, Paris, Genève, Librairie Droz, 1917 (1^{ère} édition italienne, 1916)

« § 2056. Par l'effet de la circulation des élites, l'élite gouvernementale est dans un état de transformation lente et continue. Elle coule comme un fleuve ; celle d'aujourd'hui est autre que celle d'hier. De temps en temps, on observe de brusques et violentes perturbations, semblables aux inondations d'un fleuve. Ensuite la nouvelle élite gouvernementale recommence à se modifier lentement : le fleuve, rentré dans son lit, s'écoule de nouveau régulièrement.

§ 2192. La classe gouvernante A s'efforce, de diverses façons, de maintenir son pouvoir et d'écarter le danger dont les B la menacent. C'est pourquoi, tantôt elle s'efforce de se servir de la force des B, et c'est le moyen le plus efficace ; tantôt elle s'efforce d'empêcher que ses dissidents ne se mettent à la tête des B, ou plutôt de cette partie des B qui est disposée à user de la force ; mais cela est bien difficile à réaliser. Les A usent de dérivations pour calmer les B : ils leur disent que « tout pouvoir vient de Dieu », que recourir à la violence est un « crime », qu'il n'y a aucun motif d'employer la force pour obtenir, si c'est « juste », ce qu'on peut obtenir par la « raison ». Cette dérivation a pour but principal d'empêcher les B de livrer bataille sur un terrain qui leur est favorable, afin de les attirer sur un autre terrain, celui de la ruse, où leur défaite est certaine, s'ils combattent contre les A qui, en fait de ruse, leur sont immensément supérieurs. [...]

§ 2181. Quand on estime utile de satisfaire le besoin de logique qu'éprouve l'homme, on s'efforce de créer une confusion entre l'acte de celui qui, exclusivement pour son propre compte, transgresse une uniformité fixée dans la société, et l'acte de celui qui la transgresse dans un intérêt collectif, et pour la remplacer par une autre. On cherche ainsi à étendre au second acte la réprobation dont le premier est généralement l'objet. A notre époque, on tient des raisonnements qui ont quelque rapport avec la théologie du Progrès. Plusieurs de nos gouvernements ont une origine révolutionnaire. Comment, sans renier cette origine, condamner les révolutions qu'on pourrait tenter contre eux ? On y parvient en leur attribuant un nouveau droit divin : l'insurrection était légitime contre les gouvernements du passé, qui fondaient leur pouvoir sur la force ; elle ne l'est plus contre les gouvernements modernes, qui fondent le leur sur la « raison ». Ou bien : l'insurrection était légitime contre les rois et les oligarchies ; elle ne l'est en aucun cas contre le « peuple ». Ou encore : on peut l'employer là où n'existe pas le suffrage universel ; on ne le peut plus là où l'on possède cette panacée. Et de nouveau : elle est inutile et par conséquent coupable, dans tous les pays où le « peuple » peut exprimer sa « volonté ». [...]

§ 2183. [...] Tous les gouvernements font emploi de la force, et tous affirment être fondés sur la raison. En fait, avec ou sans suffrage universel, c'est toujours une oligarchie qui gouverne, et qui sait donner l'expression qu'elle désire à la « volonté populaire » [...]. Qui est ce dieu nouveau qu'on appelle « Suffrage universel » ? Il n'est pas mieux défini, pas moins mystérieux, pas moins en dehors de la réalité que tant d'autres divinités, et sa théologie ne manque pas plus qu'une autre de contradictions patentes. Les fidèles du « Suffrage universel » ne se laissent pas guider par leur dieu ; ce sont eux qui le guident, qui lui imposent les formes sous lesquelles il doit se manifester. Souvent, tandis qu'ils proclament la sainteté de la majorité, ils s'opposent par « obstruction » à la majorité, même s'ils ne sont qu'une petite minorité ; et tout en encensant la déesse Raison, ils ne dédaignent nullement, en certains cas, le secours de la ruse, de la fraude, de la corruption ».

Admission en 4e année - Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE DISSERTATION

À PARTIR D'UN DOSSIER THÉMATISÉ

MAJEURE AFFAIRES INTERNATIONALES
(PARCOURS IEDG, CID, GRPS, GEA, PI, PDAPS)

4 heures

Coefficient 2

7 pages 4 documents

Nature de l'épreuve :

Une **dissertation à partir d'un dossier thématisé** en fonction de la "majeure" choisie lors de l'inscription aux épreuves. [Durée : 4h00 | Coef. 2]. On attend du candidat une compréhension du ou des documents, une réflexion organisée et argumentée sans exclure l'apport de connaissances extérieures au dossier. Il ne s'agit ni d'un résumé, ni d'un commentaire de documents, ni d'une note de synthèse, mais d'une dissertation à partir de documents.

Sujet : En quoi les institutions sont-elles importantes pour le développement ?

Document 1 : Hali Edison : « Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit? », *Finances et développement*, Fonds Monétaire International, juin 2003.

Qu'entend-on par institutions?

Le terme d'institution est défini de différentes manières. Douglass North en fait un concept très large désignant les règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines. Des définitions étroites (et plus faciles à saisir) mettent l'accent sur des organismes, procédures ou réglementations spécifiques. À un niveau intermédiaire, les institutions sont définies en référence à la protection des droits de propriété, à l'application équitable des lois et règlements et à la corruption. Cette acception est moins large que celle de North, qui englobe toutes les normes régissant les interactions humaines. En général, les travaux récents sur les déterminants du développement économique utilisent cette définition intermédiaire.

Comment mesurer la qualité des institutions?

Les analyses empiriques récentes retiennent généralement trois mesures assez générales des institutions : qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation); existence de lois protégeant la propriété privée et application de ces lois; et limites imposées aux dirigeants politiques. Les mesures elles-mêmes ne sont pas objectives : elles sont plutôt des appréciations et des évaluations subjectives d'experts nationaux ou des évaluations de la population lors d'enquêtes réalisées par des organisations internationales et des organisations non gouvernementales.

La première de ces mesures, l'indice global de gouvernance, est la moyenne des six mesures des institutions présentées dans une étude de Daniel Kaufmann, Art Kraay et Pablo Zoido-Lobaton (1999), à savoir 1) participation des citoyens et responsabilisation — possibilité pour les citoyens de choisir leurs dirigeants, de jouir de droits politiques et civils et d'avoir une presse indépendante; 2) stabilité politique et absence de violence — probabilité qu'un État ne soit pas renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents; 3) efficacité des pouvoirs publics — qualité de la prestation des services publics et compétence et indépendance politique de la fonction publique; 4) poids de la réglementation — absence relative de réglementation par l'État des marchés de produits, du système bancaire et du commerce extérieur; 5) état de droit — protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, indépendance et efficacité de la magistrature et respect des contrats; 6) absence de corruption — pas d'abus de pouvoir au profit d'intérêts privés.

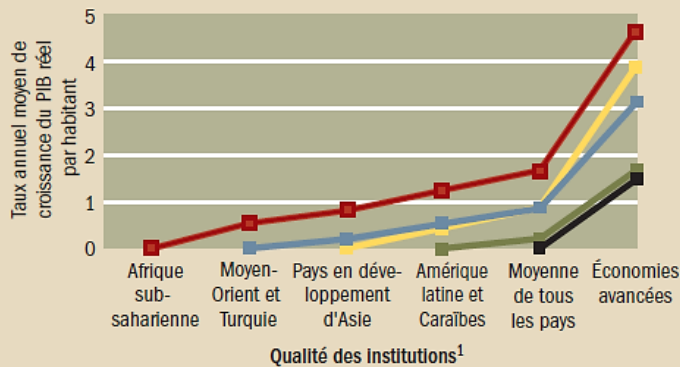
La deuxième mesure concerne les droits de propriété. Elle rend compte de la protection dont bénéficie la propriété privée.

La troisième mesure — le contrôle du pouvoir exécutif — fait état des limites institutionnelles et autres qui sont imposées aux présidents et aux autres dirigeants politiques. Dans une société où le pouvoir des élites et des politiciens est limité de manière appropriée, le contrôle de l'État est moins l'objet d'affrontements entre les divers groupes, et l'action des pouvoirs publics est plus viable.

Graphique 2

Effet sur la croissance

Une amélioration des institutions pourrait avoir un effet significatif sur la croissance.



Source : calculs des services du FMI.

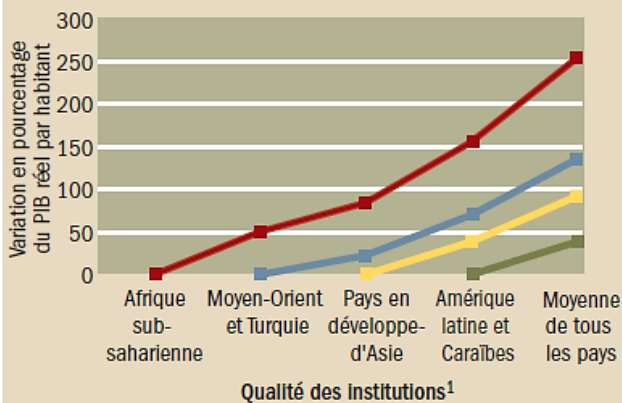
Note : Les chiffres ne sont pas à l'échelle. Ils sous-estiment les différences internationales dans la qualité des institutions et le ratio du crédit privé.

1 : Mesurée par l'indicateur global de gouvernance.

Graphique 1

Effet sur le revenu

Une amélioration des institutions pourrait accroître le revenu. Par exemple, la ligne rouge indique dans quelle mesure le revenu progressera en Afrique subsaharienne si celle-ci porte la qualité de ses institutions au niveau observé dans les autres régions.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres ne sont pas à l'échelle. Ils sous-estiment les différences de qualité des institutions d'un pays à l'autre.

¹Mesurée par l'indicateur global de gouvernance.

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres ne sont pas à l'échelle. Ils sous-estiment les différences internationales dans la qualité des institutions et le ratio du crédit privé.

1 : Mesurée par l'indicateur global de gouvernance.

Document 2 : Jeffrey D. Sachs : « Les institutions n'expliquent pas tout : le rôle de la géographie et des ressources naturelles dans le développement ne doit pas être sous-estimé », *Finances et développement*, Fonds Monétaire international, juin 2003.

De bonnes institutions importent à coup sûr et de mauvaises institutions peuvent sonner le glas du développement, même dans un contexte propice, mais un contexte physique défavorable peut aussi entraver le développement. Pendant la mondialisation de ces vingt dernières années, les résultats économiques ont nettement divergé dans le monde en développement, les pays se répartissant en trois catégories.

Dans la première figurent les pays, et les régions au sein de pays, où les institutions, les politiques et la géographie sont raisonnablement favorables. Les régions côtières de l'Asie de l'Est (Chine côtière, Corée, province chinoise de Taiwan, RAS de Hong Kong, Singapour, Thaïlande, Malaisie et Indonésie) jouissent de cette combinaison de conditions propices et, par conséquent, se sont étroitement intégrées aux systèmes mondiaux de production et ont attiré massivement les capitaux étrangers.

Dans la deuxième catégorie figurent les régions relativement bien loties géographiquement, mais où, pour des raisons historiques, les institutions et la gestion publique sont médiocres. Il s'agit notamment des pays d'Europe centrale, auxquels la proximité de l'Europe occidentale n'a guère profité à l'époque socialiste. Pour ces pays, les réformes institutionnelles sont essentielles.

La troisième catégorie comprend les régions pauvres où la géographie est défavorable, comme la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale, une grande partie de la région andine et les hauts plateaux d'Amérique centrale, où la mondialisation n'a pas réussi à relever le niveau de vie et a peut-être même accéléré la fuite des cerveaux et des capitaux. Les pays ayant récemment connu les échecs économiques les plus cuisants se caractérisent tous par un faible revenu initial et une population peu nombreuse (et donc de petits marchés internes) vivant loin des côtes et accablée par les maladies, notamment le sida, la tuberculose et le paludisme. En fait, ces populations sont acculées à la pauvreté parce qu'elles n'ont pas pu satisfaire aux exigences du marché pour attirer des capitaux privés.

Document 3 : Daniel Jouanneau, *L'Organisation mondiale du commerce*, 4^e éd., Paris, Presses Universitaires de France « Que sais-je ? », 2003, 128 pages.

Extrait (p. 27-33).

Sous l'impulsion de son directeur général Renato Ruggiero l'OMC [Organisation mondiale du Commerce] a établi à Singapour (1996) un plan d'action en faveur des PMA [Pays les moins avancés], visant à leur ouvrir au maximum les marchés et à leur apporter une assistance technique dans le domaine commercial. Ce plan s'inscrit dans une stratégie internationale d'appui aux PMA, marquée par une conférence spéciale des Nations Unies (2001) et l'initiative du FMI [Fonds monétaire international] et de la Banque mondiale tendant à l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés. Il a été effectivement appliqué par les pays industrialisés (...). Ayant montré leur poids politique à Seattle en contribuant pour la première fois à faire capoter le lancement d'un cycle de négociations commerciales multilatérales, les pays en développement ont préparé la conférence de Doha de façon méthodique et négocié efficacement. Ils reprochaient aux accords de Marrakech de créer des obligations juridiques supportables pour les pays industrialisés mais inadaptées à leur situation particulière et difficiles ou impossibles à mettre en œuvre. Ils faisaient valoir par exemple que les disciplines instaurées en matière de subventions ou de propriété intellectuelle n'existaient pas lorsque les pays du Nord avaient commencé leur développement, alors qu'elles allaient entraver leur propre décollage économique. (...) Pour la première fois dans ce type de négociations les pays du Sud se sont organisés. Parmi les « ministres facilitateurs » qui ont joué un rôle clef dans la négociation de Doha figuraient plusieurs représentants de pays en développement. Les *green rooms* [négociation dans la Salle verte de l'OMC] où se mettaient au point les compromis finaux sur les points importants regroupaient des pays choisis non seulement en fonction de leur poids commercial mais aussi de leurs intérêts spécifiques et de leur origine géographique, l'information de tous les autres États membres se faisant quotidiennement dans le cadre d'un comité plénier. Les États africains se sont bien mobilisés. Réunis par une communauté d'intérêts sur de grands sujets (accès aux médicaments, convention de Cotonou, ...) ils ont bâti des alliances à l'extérieur du continent. Les ministres africains anglophones (Kenya, Tanzanie, Zimbabwe) ont été particulièrement actifs. Le Mexique et le Brésil, qui ont une vision ambitieuse du multilatéralisme et du rôle de l'OMC, proche de celle des Européens, ont largement contribué au résultat final. Alors qu'elle a été le principal bénéficiaire du commerce mondial au cours des dernières décennies, l'Asie est restée discrète, à l'exception de l'Inde qui, en partie pour des raisons de politique intérieure, avait choisi depuis Seattle une stratégie non coopérative, qui l'a isolée, alors que la majorité des membres de l'OMC souhaitaient le lancement d'un nouveau cycle de négociations.

Document 4 : Dani Rodrik et Arvind Subramanian, « La primauté des institutions (ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire) », *Finances & Développement*, Fonds Monétaire international, Juin 2003.

Expliquer les énormes écarts de revenus moyens entre pays riches et pays pauvres est l'une des questions les plus fondamentales de l'économie du développement. D'où vient ce vaste fossé et que faire pour le réduire?

Trois théories peuvent nous aider à répondre à ces questions. La première, ancienne et bien connue, attribue un rôle dominant à la géographie. La géographie est le déterminant principal du climat et des dotations en ressources naturelles et peut aussi jouer un rôle essentiel dans la morbidité, les frais de transport et le degré de diffusion de nouvelles technologies en provenance de régions plus avancées. Par conséquent, elle influe notablement sur la productivité agricole et la qualité des ressources humaines. Parmi les travaux les plus remarquables concernant cette théorie figurent de récentes études de Jared Diamond et Jeffrey Sachs (voir page 38). Une deuxième théorie insiste sur le rôle du commerce international comme moteur de la croissance de la productivité et du revenu. Cette théorie de l'intégration donne à la participation — et aux obstacles à la participation — à l'économie mondiale un rôle prépondérant dans la promotion de la convergence économique entre les régions pauvres et les régions riches. Bien entendu, le débat sur la mondialisation concerne dans une large mesure les mérites de cette théorie de l'intégration. Enfin, une troisième théorie met l'accent sur les institutions — en particulier le rôle des droits de propriété et l'état de droit. Ce qui importe, selon cette théorie, ce sont les règles du jeu d'une société, telles qu'elles sont définies par les normes de conduite explicites et implicites en vigueur et leur capacité d'encourager un comportement économique souhaitable. Cette théorie, associée peut-être le plus étroitement à Douglass North, lauréat du prix Nobel, a été l'objet récemment de nombreuses études économétriques, notamment de Daron Acemoglu (voir page 27), Simon Johnson et James Robinson.

L'idée qu'un, voire tous les déterminants cités ci-dessus puissent expliquer les grands écarts de revenus entre les pays semble peut-être grotesque à première vue. Mais nous tenions à comparer ces théories et notre analyse de régression a donné des résultats précis et remarquables qui ont des conséquences d'ordre général pour la conditionnalité du développement. Ces résultats montrent que la qualité des institutions prime sur tout le reste. Après neutralisation des effets des institutions, la géographie a, au mieux, un faible effet direct sur les revenus, bien qu'elle exerce des effets indirects notables via les institutions en influant sur leur qualité. De même, le commerce a un effet significatif sur la qualité des institutions, mais aucun effet positif direct sur les revenus. (...)

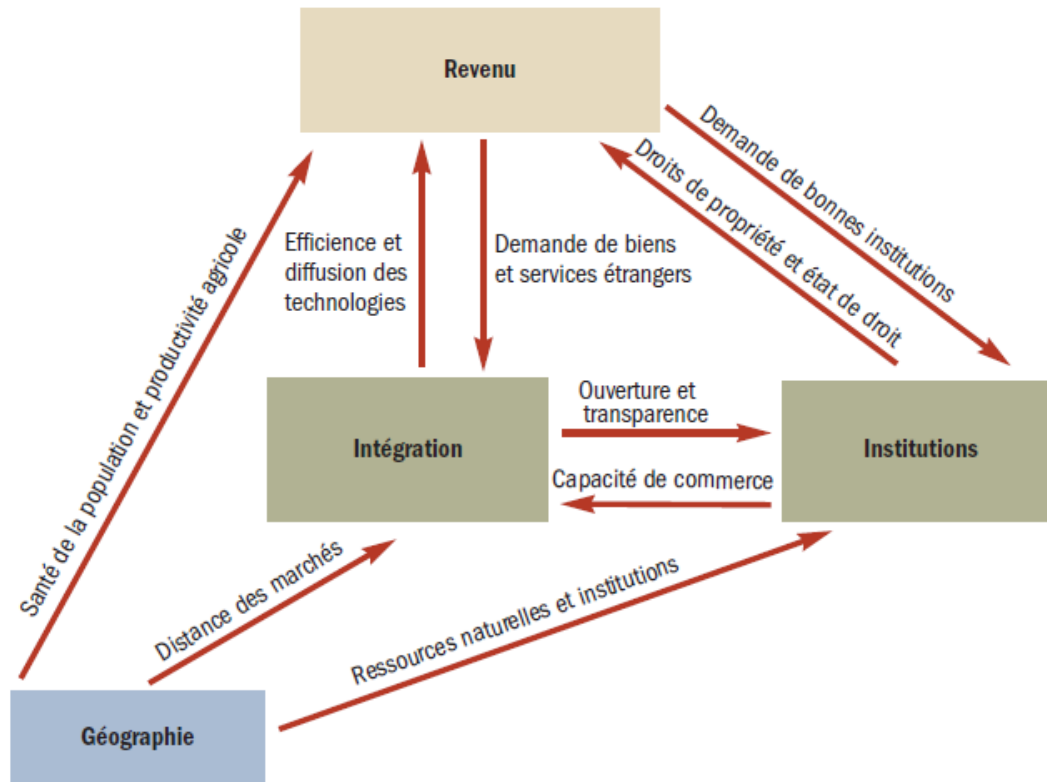
Les fonctions des institutions

La plupart des travaux récents sur les institutions et la croissance économique insistent sur l'importance d'un groupe particulier d'institutions, à savoir celles qui protègent les droits de propriété et qui garantissent l'exécution des contrats. On pourrait les appeler institutions créatrices de marchés, puisqu'en leur absence, les marchés n'existent pas ou fonctionnent très mal. Mais le développement économique à long terme exige plus qu'une simple stimulation de l'investissement et de l'esprit d'entreprise. Il faut aussi mettre en place trois autres types d'institutions pour soutenir la dynamique de croissance, renforcer la capacité de résistance aux chocs et faciliter une répartition des charges socialement acceptable en cas de chocs. (...)

Graphique 1

Les déterminants du revenu

Les relations entre le développement et ses déterminants sont multiples et complexes, et il est donc difficile d'établir et de quantifier la causalité.



Admission en 4e année - Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE DISSERTATION

À PARTIR D'UN DOSSIER THÉMATISÉ

MAJEURE AFFAIRES INTERNATIONALES

MASTER : BIRD

4 heures

Coefficient 2

7 pages – 6 documents

Nature de l'épreuve :

Une **dissertation à partir d'un dossier thématisé** en fonction de la "majeure" choisie lors de l'inscription aux épreuves. [Durée : 4h00 | Coef. 2]. On attend du candidat une compréhension du ou des documents, une réflexion organisée et argumentée sans exclure l'apport de connaissances extérieures au dossier. Il ne s'agit ni d'un résumé, ni d'un commentaire de documents, ni d'une note de synthèse, mais d'une dissertation à partir de documents.

Sujet:

Iran and Nuclear Proliferation

Document 1: Nuclear Non-Proliferation Treaty

The States concluding this Treaty, hereinafter referred to as the “Parties to the Treaty”,

Considering the devastation that would be visited upon all mankind by a nuclear war and the consequent need to make every effort to avert the danger of such a war and to take measures to safeguard the security of peoples,

Believing that the proliferation of nuclear weapons would seriously enhance the danger of nuclear war, ...

Have agreed as follows:

ARTICLE I

Each nuclear-weapon State Party to the Treaty undertakes not to transfer to any recipient whatsoever nuclear weapons or other nuclear explosive devices or control over such weapons or explosive devices directly, or indirectly; and not in any way to assist, encourage, or induce any non-nuclear-weapon State to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices, or control over such weapons or explosive devices.

ARTICLE II

Each non-nuclear-weapon State Party to the Treaty undertakes not to receive the transfer from any transferor whatsoever of nuclear weapons or other nuclear explosive devices or of control over such weapons or explosive devices directly, or indirectly; not to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices; and not to seek or receive any assistance in the manufacture of nuclear weapons or other nuclear explosive devices. ...

ARTICLE VI

Each of the Parties to the Treaty undertakes to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control.

ARTICLE XI

This Treaty, the English, Russian, French, Spanish and Chinese texts of which are equally authentic, shall be deposited in the archives of the Depositary Governments. ...

Done in triplicate, at the cities of London, Moscow and Washington, July 1, 1968.

Document 2 : Why Iran Should Get the Bomb

The past several months have witnessed a heated debate over the best way for the United States and Israel to respond to Iran's nuclear activities. ... Most U.S., European, and Israeli commentators and policymakers warn that a nuclear-armed Iran would be the worst possible outcome of the current standoff. In fact, it would probably be the best possible result: the one most likely to restore stability to the Middle East. ...

Major powers have historically gotten riled up whenever another country has begun to develop a nuclear weapon of its own. Yet so far, every time another country has managed to shoulder its way into the nuclear club, the other members have always changed tack and decided to live with it. In fact, by reducing imbalances in military power, new nuclear states generally produce more regional and international stability, not less.

Israel's regional nuclear monopoly, which has proved remarkably durable for the past four decades, has long fueled instability in the Middle East. In no other region of the world does a lone, unchecked nuclear state exist. It is Israel's nuclear arsenal, not Iran's desire for one, that has contributed most to the current crisis. Power, after all, begs to be balanced. ...

One reason the danger of a nuclear Iran has been grossly exaggerated is that the debate surrounding it has been distorted by misplaced worries and fundamental misunderstandings of how states generally behave in the international system. The first prominent concern, which undergirds many others, is that the Iranian regime is innately irrational. Despite a widespread belief to the contrary, Iranian policy is made not by "mad mullahs" but by perfectly sane ayatollahs who want to survive just like any other leaders. Although Iran's leaders indulge in inflammatory and hateful rhetoric, they show no propensity for self-destruction. ... Although it is impossible to be certain of Iranian intentions, it is far more likely that if Iran desires nuclear weapons, it is for the purpose of providing for its own security, not to improve its offensive capabilities (or destroy itself).

Policymakers and citizens in the Arab world, Europe, Israel, and the United States should take comfort from the fact that history has shown that where nuclear capabilities emerge, so, too, does stability. When it comes to nuclear weapons, now as ever, more may be better.

Kenneth Waltz, "Why Iran Should Get the Bomb", *Foreign Affairs*, July 2012.

Document 3 : Why Iran Should Not Get the Bomb

Professor Kenneth Waltz argues in this summer's issue of *Foreign Affairs* that there are rational arguments for the support of Iran's nuclear ambitions.

He states that this would probably be the best possible result and the one most likely to restore stability in the Middle East, by endorsing the balance of power. Waltz has earlier argued that nuclear weapons is the most valuable deterrence weapons ever invented, and that their spread would make major wars considerably less likely.

Waltz is one of the major figures within international relations, but on this occasion he is not only wrong but he is also morally irresponsible. Recommending the spread of mass destructive weapons could never be justified, and leaving nuclear weapons in the hands of dictators such as President Mahmoud Ahmadinejad may be one of the world's worst ideas right now.

Ahmadinejad has become publicly infamous for his open disregard of the UN Security Council on the nuclear issue, his brutal oppression of his own Iranian citizens, his speeches regarding Jews and the state of Israel, and his political visions of Iran as a future dominant power in the Middle East. As late as the 24th of September this year he stated that Israel "has no roots in the Middle East and would be eliminated".

Recommending that irresponsible and repressive leaders should get the nuclear bomb is as reckless as if Churchill had allowed Hitler to get the bomb for "peace balancing" reasons. Following Waltz' logic one would assume that if nuclear weapons make nations more peaceful, then every nation should have them as a lasting guarantee to peace. ...

Allowing even more nations to develop the most deadly and destructive weapon ever invented will not make the world more secure and peaceful. Some argue that since nuclear weapons have not been used during the last 65 years it proves their stabilizing effect. But still one need not go longer back than to the Cuban crisis where later released historical evidence shows that it was only by chance that nuclear war did not occur.

Kennedy, Khrushchev, and Castro were all rational individuals who did not want this outcome, but following a series of misunderstandings it was after all luck that prevented nuclear war from taking place. People often seem to forget or simply deny that the same risk also exists today. With history still in mind it is of great importance to be reminded that humanitarian considerations and human security should be of a higher concern than short-term security policy advice.

Joachim Vogt Isaksen, "Why Iran Should Not Get the Bomb",
<http://www.popularsocialscience.com/2012/10/29/why-iran-should-not-get-the-nuclear-bomb/>

Document 4: The Strategic Logic of Nuclear Proliferation

Our theory can shed light on a hitherto underappreciated historical pattern of proliferation: the decline in the rate of proliferation since the end of the Cold War. Whereas during the Cold War one new state entered the nuclear ranks every five years on average, since its end two-and-a-half decades ago, only two states have gone nuclear: Pakistan in 1990 and North Korea in 2006. Moreover, the number of active nuclear programs has decreased significantly in the post-Cold War era, such that today only one state is suspected of pursuing nuclear weapons: Iran.

The end of the Cold War had two effects on proliferation. First, it ameliorated the security environment for U.S. friends and allies, thereby lowering the expected security benefit of nuclearization on their part and undermining their willingness to nuclearize. In fact, South Africa, which had developed nuclear weapons to counter regional threats of communism, terminated its program shortly after the end of the Cold War, producing the only case of nuclear reversal to date. Second, the end of the Cold War limited the potential costs of U.S.-launched preventive wars, boosting the credibility of U.S. threats of military action and thereby decreasing the opportunity to nuclearize among non-U.S. allies. The United States was able to impose crippling sanctions against Iraq that effectively terminated its nuclear weapons program. There is some evidence that Libyan leader Muammar al-Qaddafi ended his nuclear program in part in reaction to the U.S.-led invasion of Iraq in 2003, reportedly confiding: “I will do whatever the Americans want, because I saw what happened in Iraq, and I was afraid.” Syria had its nuclear reactor reportedly struck preventively by a U.S. ally, Israel, in 2007. Combined, these two effects account for why, despite claims to the contrary, proliferation has slowed with the emergence of U.S. power preponderance.

Nuno Monteiro & Alexandre Debs, “The Strategic Logic of Nuclear Proliferation”, *International Security*, 39 (2), Fall 2014, pp. 7-51.

Document 5: A Promising Nuclear Deal With Iran

The preliminary agreement between Iran and the major powers is a significant achievement that makes it more likely Iran will never be a nuclear threat. President Obama said it would “cut off every pathway that Iran could take to develop a nuclear weapon.” ...

The agreement appears more specific and comprehensive than expected. It would roll back Iran’s nuclear program sufficiently so that Iran could not quickly produce a nuclear weapon, and ensure that, if Iran cheated, the world would have at least one year to take preventive action, including re-imposing sanctions. In return, the United States, the European Union and the United Nations would lift sanctions crippling Iran’s economy, though the timing of such a move is yet another uncertainty.

Mr. Obama, speaking at the White House, insisted he was not relying on trust to ensure Iran’s compliance but on “the most robust and intrusive inspections and transparency regime ever negotiated for any nuclear program.” There is good reason for skepticism about Iran’s intentions. Although it pledged not to acquire nuclear weapons when it ratified the Nuclear Nonproliferation Treaty in 1970, it pursued a secret uranium enrichment program for two decades. By November 2013, when serious negotiations with the major powers began, Iran was enriching uranium at a level close to bomb-grade. However, Iran has honored an interim agreement with the major powers, in place since January 2014, by curbing enrichment and other major activities. By opening a dialogue between Iran and America, the negotiations have begun to ease more than 30 years of enmity. Over the long run, an agreement could make the Middle East safer and offer a path for Iran, the leading Shiite country, to rejoin the international community. ...

In today’s poisonous political climate, Mr. Obama’s critics have gone to extraordinary lengths to undercut him and any deal. ... Sunni Arab nations and Israel are deeply opposed to any deal, fearing that it would strengthen Iran’s power in the region. This agreement addresses the nuclear program, the most urgent threat, and does not begin to tackle Iran’s disruptive role in Syria and elsewhere. Iran is widely seen as a threat; whether it can get beyond that will depend on whether its leaders choose to be less hostile to its neighbors, including Israel.

New York Times, *Editorial*, April 2, 2015

Document 6: Iran Nuclear Deal Makes World Much More Dangerous, Israel Not Bound by It

Prime Minister Benjamin Netanyahu fiercely criticized Tuesday the nuclear agreement reached between Iran and world powers, calling it “a stunning historic mistake.”

"The world is a much more dangerous place today than it was yesterday," he said in a press conference in Jerusalem before the inner security cabinet convened to discuss the nuclear agreement.

The prime minister said the six world powers – the United States, Britain, France, Germany, Russia and China – poorly "bet our collective future," and added that Israel was not bound by the agreement, “because Iran continues to seek our destruction.”

"Amazingly," said Netanyahu, "this bad deal does not require Iran to cease its aggressive behavior in any way... While the negotiators were closing the deal in Vienna, Iran's supposedly moderate president chose to go to a rally in Tehran, and at this rally a frenzied mob burned American and Israeli flags and chanted 'Death to America,' 'Death to Israel.'"

The deal will give the Iranian regime "the capacity to produce many nuclear bombs, in fact an entire nuclear arsenal, with the means to deliver it. What a stunning, historic mistake," Netanyahu said, stressing that "Israel is not bound by this deal with Iran, because Iran continues to seek our destruction. We will always defend ourselves."

U.S. President Barack Obama plans to call Netanyahu, as well as the Saudi king and European allies about the deal, a U.S. official said.

Barak Ravid, *Haaretz*, July 14, 2015.

Admission en 4e année – Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

ESPAGNOL

45 minutes

Coefficient 1

2 pages

Trabas injustificadas

El País EDITORIAL 14-01-2017

Que los promotores del que tenía que ser un hotel de la cadena Hyatt en la emblemática torre Agbar de Barcelona hayan tirado la toalla alegando las trabas que el Ayuntamiento ha puesto a la hora de conceder una licencia para la que cumplían los requisitos es una mala noticia, y no solo porque priva a la ciudad de una inversión hotelera importante y de prestigio, sino porque lanza el mensaje de que las autoridades municipales no garantizan la seguridad jurídica.

Es cierto que el proyecto afrontaba problemas de financiación y de adecuación arquitectónica que ponían en duda su idoneidad, pues la reconversión de la torre en hotel era problemática — el propio autor del edificio, el arquitecto Jean Nouvel, había puesto reparos— y exigía una fuerte inversión adicional. Pero el hecho de que un concejal presumiera ayer de que la empresa se hubiera visto forzada a tomar la decisión que ellos deseaban no es tranquilizador. Indica que puede primar la ideología por encima de los legítimos intereses de los actores económicos.

La torre, el tercer edificio más alto de Barcelona, había sido objeto de una opción de compra por 150 millones de euros condicionada a la obtención de la licencia. Cuando el Ayuntamiento decretó la moratoria hotelera en 2013, ya disponía del certificado de aprovechamiento urbanístico por lo que la promotora logró que el proyecto siguiera adelante. Ahora alega las trabas en la tramitación de la licencia solicitada hace 11 meses para retirarse. La torre se destinará a oficinas, un sector en auge. Agbar ha vendido ya el edificio por 140 millones a la inmobiliaria Merlín, que espera un rendimiento del 6,5% anual. Es legítimo que el Ayuntamiento de Barcelona se plantee regular el turismo, un sector de crecimiento descontrolado hasta ahora y con bolsas negras como los pisos turísticos ilegales. Pero las decisiones que se tomen han de estar siempre presididas por la transparencia y el respecto a la seguridad jurídica.

ENSAYO (mínimo 250 palabras):

Explique la polémica surgida en Barcelona y discuta : ¿es el turismo un obstáculo al desarrollo de las ciudades ?

Admission en 4e année – samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

ITALIEN

45 minutes

Coefficient 1

2 pages

Culle vuote: il tracollo delle nascite

MICHELE BOCCI - LA REPUBBLICA 20/10/16

221.500 nuovi nati contro i 236.100 di un anno fa. La riduzione della natalità già andava a passo sostenuto, ora sta diventando una corsa e i dati pubblicati ieri dall'Istat disegnano un futuro davvero fosco dal punto di vista demografico. Il 2015 era stato l'anno del boom della mortalità, con ben 49mila decessi in più rispetto al 2014 (+8,2%). Un aumento mai registrato che i demografi hanno spiegato dicendo che probabilmente freddo, influenza e poi caldo avevano portato al decesso moltissimi anziani fragili. Persone che in condizioni più favorevoli sarebbero vissute un po' di più. A guardare i dati del primo semestre 2016 la teoria sembrerebbe azzeccata. Si osserva infatti una forte riduzione rispetto all'anno precedente, di ben 24.600 morti, cioè il 7%. I valori tornano così in linea con quelli del 2014, anche se restano un po' superiori. Il cosiddetto "saldo naturale", cioè la differenza tra nati e morti, l'anno scorso aveva toccato il rosso record di 162mila persone perché i decessi erano stati 647mila. Quest'anno il valore negativo sarà dovuto piuttosto al calo delle nascite, e potrebbe attestarsi tra i 120 e 130 mila cittadini in meno. Il secondo valore più alto da quando questa voce è finita in rosso, cioè dal 1983. Saranno gli esperti a dire cosa sta succedendo nel 2016. Di certo gli allarmi sulla denatalità lanciati da più parti, dai demografi come dai medici, dagli economisti come dal ministero della Salute, erano molto fondati. I dati finali faranno comprendere anche quale ruolo hanno avuto gli stranieri nel nuovo, marcatissimo calo. A fronte di coppie italiane che ormai da tempo hanno iniziato a fare sempre meno figli, gli immigrati avevano in qualche modo impedito il tracollo e ormai negli ultimi anni rappresentano almeno il 20% di chi dà alla luce un bambino in Italia. Il timore dei demografi è che anche loro stiano cambiando abitudini in fatto di maternità e parto, perché interessati da un fenomeno che almeno dal 2008 ha origine anche nella crisi economica e quindi riguarda tutti coloro che vivono in Italia, da ovunque provengano.

Relazione:

Alla luce dell'articolo di Michele Bocci, cercate di spiegare le ragioni della crisi demografica che colpisce l'Italia. [Minimo 150 parole]

Admission en 4e année – Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

ANGLAIS

45 minutes

Coefficient 1

2 pages

Universal basic income is not a magic solution, but it could help millions

Anthony Painter *The Guardian*, Wednesday 4 January 2017

The current system of welfare and employment simply isn't working. Scotland, Canada and the Netherlands are right to explore this misunderstood option

1. Universal basic income is the idea that just won't go away. At heart, it's a very simple concept – every individual citizen should receive a regular payment on an unconditional basis. However, the actual structure and design varies considerably. Nonetheless, what has become clear in the last year or so is that there is growing desire across the globe, including in the UK, to explore, debate, test, design, and build support for a universal basic income.

2. Why now? There are a number of factors. Labour markets and systems of tax and social support have been through enormous change in the last quarter of a century. Some of these changes helped people into work and provided targeted financial support to individuals and families. But there is growing concern that we have seen the emergence of a “precariat” – insecure, often in poverty despite being in work, facing relentlessly complex life choices, a complexity reinforced by the operation of the welfare state. Inequality, precariousness, insecurity – lack of control over one's life – are challenges that recent reforms have done too little to address.

3. Basic income is designed to give people more control over their lives. It is not just the cash sum that is important but the security and certainty provided; a more predictable platform on which to make life choices. Should some of the fears over the rapid impact of new forms of automation driven by artificial intelligence and robotics come to pass, then this certainty will become even more crucial as people strive to adapt.

Write an essay (approximately 250-300 words) on the following:

Universal basic income: money for nothing – discuss.

Admission en 4e année – Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

ALLEMAND

45 minutes

Coefficient 1

2 pages

Deutschtürken: Sie streiten wie zu Hause

Nach einem Artikel aus Die ZEIT 15. Dezember 2016

An einem Samstag im November wehen türkische Fahnen vor dem Brandenburger Tor. Die Union Europäisch-Türkischer Demokraten (UETD), eine Art Lobbyorganisation der türkischen Regierungspartei AKP, hat zu einer Demonstration aufgerufen. Ein Redner ruft: "Wir stehen hinter unserem Präsidenten Recep Tayyip Erdoğan!" Die Masse skandiert: "Erdoğan! Erdoğan!" Ein paar Hundert Meter weiter ziehen Berliner Kurden und Linke auf zur Gegendemonstration.

Die Migranten aus der Türkei leben in Deutschland und im Echoraum der Türkei. Die Türkeistämmigen¹ sorgen dafür, dass jeder zwischenstaatliche Streit schnell persönlich wird. Sie verlagern türkische Konflikte nach Deutschland.

Für jemanden wie Yaşar Oktay zum Beispiel spielen die Massenverhaftungen² in der Türkei eine unwichtige Rolle. Der 41-jährige Hamburger wanderte 1995 nach Deutschland ein und betreibt ein Restaurant in Hamburg. Er ist AKP-Mitglied. Oktay findet, dass der Westen den Putschversuch nicht klar genug verurteilt³ habe. Es gibt viele Deutschtürken wie Oktay. Sehr viele. Ihr Denken ist geprägt durch türkisches Fernsehen, Erdoğan's Reden und die sozialen Netze in der Türkei.

Jene Kurden und Aleviten, die nicht weit von den Erdoğan-Fans am Brandenburger Tor demonstrierten, sind wütend, über die Verfolgung, die Verhaftungen, den Krieg im Südosten der Türkei. Sie sorgen sich um ihre Verwandten in der alten Heimat und fürchten den langen Arm Erdoğan's in Deutschland. In Stuttgart musste eine Schule unter Polizeischutz gestellt werden. In Würzburg, Reutlingen und Augsburg wurden Gülen-nahe Einrichtungen angegriffen⁴. So verlängert sich der innertürkische Streit nach Deutschland.

Die türkische Regierung verlangt von Berlin, Kurden mit PKK-Verbindung und Gülen-Leute, die mit dem Putsch zu tun haben, an Ankara auszuliefern⁵. Die Gülen-Anhänger fordern umgekehrt mehr Schutz von deutschen Behörden. Diese Widersprüche treiben die deutsche Regierung an, sich stärker um die Türkei zu kümmern. Die Deutschen suchen nach Entspannung⁶ in der Türkei, um zu Hause Ruhe zu haben.

Wem soll die Bundesregierung es recht machen? Ist sie zu vorsichtig, werfen Erdoğan-Gegner ihr Schwäche vor. Ist sie zu kritisch gegenüber Erdoğan, gehen Türken wie Yaşar Oktay wütend auf die Straße und kehren Deutschland innerlich den Rücken. Was würde das für die Integration bedeuten? Die Türkei ist Deutschlands komplizierteste Beziehungskiste, und zwar keine mit einem fernen, fremden Land. Sie ist Familiensache. (388 Wörter)

Was charakterisiert die aktuellen deutsch-türkischen Beziehungen?

¹ Türkeistämmige – Menschen, die aus der Türkei stammen/kommen

² Verhaftung, die - arrestation

³ verurteilen - condamner

⁴ angreifen - attaquer

⁵ ausliefern - extraditer

⁶ Entspannung, die - détente

Admission en 4e année – Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

RUSSE

45 minutes

Coefficient 1

3 pages

Опираясь на информацию, полученную в представленных документах (1 и 2), сделайте соответствующий комментарий на русском языке.

En vous appuyant sur les **documents 1 et 2**, rédigez en russe une synthèse de 150-200 mots.

Document 1.

Texte-support :

Extrait de "Славянская трагедия" 1998 // *Российский облом* , А.Солженицын

<http://afmedia.ru/obshchestvo-i-politika/aleksandr-solzhenicyn-slavyanskaya-tragediya>

"....В самостоятельном развитии я желаю Украине всяческого успеха. Но самая большая её проблема — в расширении на землях, которые никогда до Ленина Украиной не были: две Донецкие области, вся южная полоса Новороссии (Мелитополь—Херсон—Одесса) и Крым. (Принятие Украиной Крыма как хрущёвского подарка — по меньшей мере нечестно, а присвоение ею Севастополя вопреки и огромным русским жертвам, и советским юридическим документам, — государственное воровство). Стратегическая ошибка, которую постоянно совершает руководство Украины в выборе государственной задачи, будет постоянной помехой здоровому развитию Украины, и эта изначальная психологическая ошибка — обязательно и плохо на неё повлияет: и в соединённости западных областей с восточными, и в двоении (теперь уже и троении) религиозных ветвей, и в упругой силе подавляемого русского языка, который до настоящего времени считали родным 63% населения. Сколько неэффективных, бесполезных усилий надо потратить на преодоление этих проблем! А чтобы поднять украинскую культуру до уровня международной — сколько ещё десятилетий понадобится..."

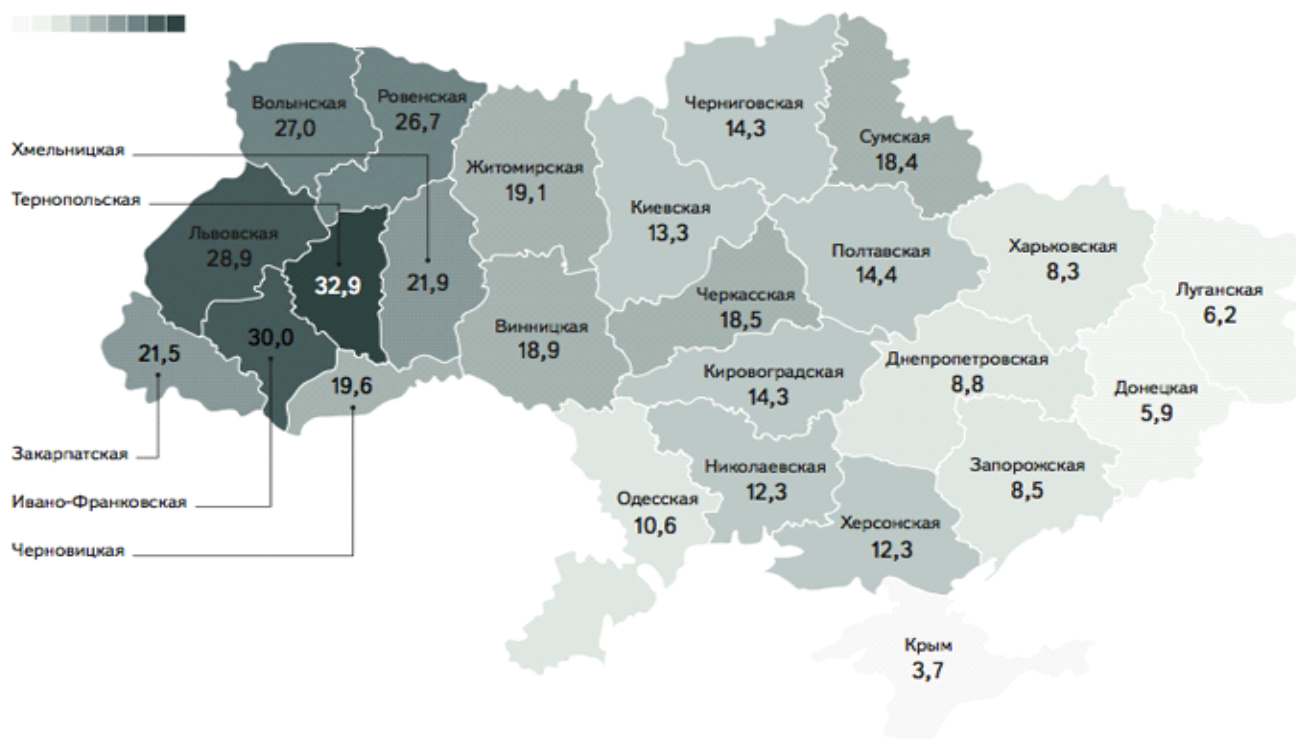
Document 2.

Карта использования украинского языка (в процентном соотношении) жителями Украины при поиске информации в Яндексе. http://users.livejournal.com/_devol_/852333.html://HYPERLINK

Carte de répartition de l'utilisation de la langue ukrainienne dans les recherches sur internet (les chiffres sont donnés en pourcentage de la population ukrainienne) 2010.

ГЕОГРАФИЯ ЗАПРОСОВ НА УКРАИНСКОМ ЯЗЫКЕ

Доля запросов
на украинском языке, %



ПО ДАННЫМ ПОИСКА ЯНДЕКСА, ОСЕНЬ 2010

Admission en 4e année – Samedi 18 mars 2017

ÉPREUVE DE LANGUE

PORTUGAIS

45 minutes

Coefficient 1

2 pages

Ensaio : *Comente (250 palavras no mínimo) a frase conclusiva (a negrito) deste editorial de Octávio Ribeiro aplicando-a ao contexto descrito pelo autor e aquilo que conhece deste tema.*

Ladrão é ladrão

Imagine o Leitor que uma cadeia mundial de restaurantes tinha a prática de ir às compras - legumes, fruta, peixe, carne, tudo - e não pagar nada. Estaríamos perante um furto constante e global. A ementa desses restaurantes poderia ser ótima e a empresa detentora do negócio enriqueceria tanto que até esconderia milhares de milhões onde os outros megabandidos escondem - em offshores opacas e inexplicáveis. Imagine ainda, caro Leitor, que os donos dos produtos, a peixaria, o talho, se começavam a queixar e exigiam o mero cumprimento da lei. Do alto dos seus milhões e escudada num poderoso emaranhado político, para não falar de corrupção, a cadeia de restaurantes, a muito custo, até reconhecia ter de pagar alguma coisa. Mas queria ser ela a decidir o valor da esmola e a ditar às vítimas em que deveria essa benesse ser aplicada. Ridículo, não acha? Pois é isso mesmo que se passa com a Google, face aos direitos de autor e de propriedade industrial contidos nos grandes projetos jornalísticos. Só de Portugal, a Google leva cerca de cem milhões de euros, por ano, sem criar emprego, nem pagar impostos. **Por ação destes predadores, um dia o mar seca e o gado morre.**

Octávio Ribeiro, diretor do *Correio da Manhã*, 22.02.2016